

Les Verts sont-ils enfin crédibles sur l'économie ?

L'écologie, c'est bon pour l'économie. Cela crée de la croissance et des emplois, sans perdre de vue le nécessaire redressement des finances publiques. Ce n'est pas Eva Joly qui le dit, mais des économistes de l'OFCE. Explications.



Eva Joly, la candidate d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à l'élection présidentielle de 2012, assure que son projet est bon pour l'économie française.

REUTERS/Charles Platiau

Après [Marine Le Pen](#) et avant [François Hollande](#), c'est Eva Joly qui s'est livrée ce mercredi à l'exercice délicat de chiffrage de son programme présidentiel. Ou plutôt à en valider la pertinence économique. Car à l'instar du Front national, les écologistes savent que l'économie est leur point faible dans l'opinion publique. L'idée d'une croissance verte ne convainc guère. C'est pourquoi la candidate d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à l'Elysée a souhaité démontrer que son [projet de budget alternatif](#), son "new deal écologique et social" présenté en octobre dernier, tenait la route. Les Verts ont donc soumis leur projet à des experts économiques indépendants - quatre économistes affiliés à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une initiative inédite en France.

Résultats: "notre politique écologique est meilleure pour les Français, meilleure pour l'économie et pour la planète", s'est réjouie Eva Joly lors d'une conférence de presse au siège de son parti le 25 janvier. Entendez "meilleure que celle de Nicolas Sarkozy". En effet, le modèle d'analyse utilisé par les experts compare, sur 4 ans, un scénario de référence - le projet de loi de finances pour 2012 voté en septembre dernier - avec un scénario obtenu après l'adoption du budget d'EELV - une fiscalité environnementale, une hausse des investissements publics, l'alourdissement de la pression fiscale sur les hauts revenus, et la sortie progressive du nucléaire.

Selon les experts de l'OFCE, le programme d'Eva Joly permettrait de créer 400 000 emplois d'ici à 2015 grâce à la conversion écologique, ce qui entraînerait une baisse du chômage à 8,3%, contre 10% aujourd'hui. Ces créations d'emplois ainsi que les investissements publics dans les filières vertes et la construction de logements neufs auraient un impact positif sur la croissance, de 1,8 point de PIB sur deux ans. Ainsi, la croissance atteindrait 1,7% en 2012 et 2,1% en 2013, contre 0,8% et 1,2% dans le scénario de référence - celui du gouvernement.

"Non à la thérapie de choc de l'austérité"

Ces choix budgétaires permettraient de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2014 et à 2,4% à l'horizon 2015, ce qui permettrait de stabiliser la dette autour de 90 point du PIB. "Ramener le déficit à 3% dès 2013, ce n'est pas crédible", a souligné Eva Joly - un tacle à ses alliés socialistes et notamment à François Hollande. "Notre projet assure une réduction mesurée du déficit sans tomber dans la thérapie de choc de l'austérité qui, on le voit pour la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, ne marche pas", a-t-elle ajouté. "Les propositions écologistes permettent de relancer l'économie sans creuser les déficits et sans toucher notre modèle social", a conclu la candidate des Verts.

Bien sûr, ce programme aurait aussi un impact positif sur la planète. L'augmentation progressive de la fiscalité écologique couplée au plan d'économies d'énergies permettrait une baisse des émissions de CO₂ de 4% la première année et de 32 % d'ici à 2020, ce qui permettrait d'atteindre les objectifs préconisés par le Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Difficile de contester la validité du modèle macro-économique développé par l'OFCE. Encore moins ses résultats. Il faut tout de même noter que les données entrées dans ce modèle ont été fournies par EELV. Les économistes de l'OFCE n'ont pas vérifié la validité de ces données. Ils ont tenu pour acquis que la lutte contre les paradis fiscaux rapporterait 8 milliards d'euros par an, la mise sous condition des exonérations de cotisations des entreprises 4,5 milliards ou encore que l'investissement dans les transports alternatifs à la voiture ne coûterait que 4 milliards d'euros par an. Or [selon l'Institut Montaigne](#), la mise en oeuvre d'un plan massif d'investissement dans les transports collectifs urbains et interurbains coûterait plutôt 5 milliards d'euros par an.

Le "new deal écologique" proposé par Eva Joly

- 36,4 milliards d'euros de dépenses, dont 14 milliards pour l'environnement (rénovation thermique des bâtiments, logements sociaux, chèques verts aux ménages, transports urbains, etc.), 12 milliards pour la jeunesse et la solidarité (hausse de 25% du RSA, rétablissement de la retraite à 60 ans, allocation autonomie de 600 euros par mois pour les jeunes, etc.) et 8 milliards pour les services publics (recrutement de 20 000 postes d'enseignants, scolarisation en crèche dès 2 ans, arrêt de la RGPP, suppression totale de la publicité sur France télévisions, etc.).

- 18,5 milliards de baisse des dépenses (rabet des allègements de cotisation, suppression de la TVA à 5,5% dans la restauration, baisse des dépenses militaires, etc.)

- 47,9 milliards de recettes nouvelles, dont 14,5 milliards liés à la fiscalité écologique (taxe carbone), 23,8 milliards d'impôts (création de deux nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu, hausse de la taxation du patrimoine, rétablissement de l'ISF, création d'un impôt plancher sur les bénéfices des grandes entreprises, etc.) ou encore 8 milliards grâce à la lutte contre les paradis fiscaux.

Soit 30 milliards d'euros de surplus pour réduire le déficit public d'un point par an.

Par Emilie Lévêque